

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 1181

[2003/200564]

27 MARS 2003. — Décret décidant d'assurer le Service de la Redevance Radio et Télévision visée à l'article 3, alinéa 1^{er}, 9^o, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et modifiant la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La Région wallonne assure le service de la Redevance Radio et Télévision visée à l'article 3, alinéa 1^{er}, 9^o, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Art. 2. A l'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le 1^o est abrogé;

2^o au 3^o, les mots « à un réseau de télédistribution » sont remplacés par les mots « ou relié d'une manière quelconque au réseau d'un opérateur »;

3^o le 12^o est abrogé;

4^o le 13^o est remplacé comme suit :

« 13^o opérateur : toute personne qui exploite :

a) un réseau de télédistribution;

b) un réseau de radiodiffusion télévisuelle à accès conditionnel »;

5^o le 14^o est remplacé comme suit :

« 14^o a) réseau de télédistribution : l'ensemble des installations mises en œuvre par un même opérateur, dans le but de transmettre, à titre onéreux ou gratuit, par câble, antennes collectives ou toute autre technique, à des tiers, des signaux porteurs de programmes de télévision;

b) réseau de radiodiffusion télévisuelle à accès conditionnel : l'ensemble des installations mises en œuvre par un même opérateur, dans le but d'émettre, à titre onéreux ou gratuit, avec ou sans fil, par voie terrestre ou par satellite, des signaux porteurs de programmes de télévision dont l'accès est protégé par une mesure ou un dispositif technique subordonnant leur réception sous une forme intelligible à une autorisation individuelle préalable. »;

6^o il est ajouté un 15^o, rédigé comme suit :

« redevable : la personne physique ou morale qui est détentrice d'un appareil de radio sur véhicule ou d'un appareil de télévision, ainsi que, dans le cadre de l'article 13, le loueur d'appareils de radio sur véhicule ou d'appareils de télévision. »

Art. 3. L'article 2 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 2. Il est établi à charge des détenteurs d'un ou de plusieurs appareils de radio sur véhicule une redevance annuelle de 25,00 euros par véhicule équipé d'un appareil de radio. »

Art. 4. A l'article 3 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1^o l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit :

« Art. 3. Il est établi à charge des détenteurs d'un ou de plusieurs appareils de télévision une redevance annuelle qui s'élève à 140,00 euros. »;

2^o l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« En ce qui concerne les personnes physiques, le paiement de la redevance relative à un appareil de télévision couvre la détention, dans un même lieu de détention ou à bord d'un même véhicule automobile, de tous les appareils de ce type. »;

3^o l'alinéa 3 est abrogé;

4^o l'alinéa 4 ancien, qui devient l'alinéa 3, est remplacé par le texte suivant :

« La personne morale qui détient simultanément des appareils de télévision dans des lieux de détention différents ou à bord de véhicules automobiles différents, doit acquitter une redevance télévision distincte par lieu de détention ou par véhicule automobile. »

Art. 5. A l'article 4 de la même loi, l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« Pour chaque appareil de télévision installé dans une chambre d'hôtel, d'hôpital, de maison de repos pour personnes âgées ou dans un logement similaire, la redevance télévision est réduite de moitié. »

Art. 6. A l'article 5 de la même loi, les mots « dans le Royaume » sont remplacés par les mots « en Région wallonne ».

Art. 7. A l'article 6 de la même loi, l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« Le service désigné par le Gouvernement publie au *Moniteur belge*, au plus tard le 30 septembre, les montants des redevances radio et télévision à percevoir pour les périodes débutant dans le courant de l'année suivante, adaptés dans la même proportion que l'évolution de l'indice des prix à la consommation entre les mois de juin de l'année précédente et de l'année en cours. »

Art. 8. A l'article 7 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« Les redevances télévision pour les appareils de télévision détenus dans des hôtels, des hôpitaux, des maisons de repos pour personnes âgées et des logements similaires tels que visés à l'article 4, et les redevances radio et télévision pour les appareils donnés en location tels que visés à l'article 13, sont dues pour la période qui débute le 1^{er} janvier de l'année et doivent être payées au plus tard le 1^{er} mars de cette année, sur base d'une invitation à payer adressée au redevable par le service désigné par le Gouvernement, sans que le délai de paiement puisse être inférieur à quinze jours. »;

2° à l'alinéa 3, après les mots « aux dates fixées au tableau ci-après », la phrase est complétée comme suit :

« , sur base d'une invitation à payer adressée au redevable par le service désigné par le Gouvernement, sans que le délai de paiement puisse être inférieur à quinze jours. »

Art. 9. A l'article 8 de la même loi, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 10. A l'article 9 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au 1° :

a) la subdivision « 1° » est remplacée par la subdivision « § 1^{er} »;

b) les mots « acquitter immédiatement et spontanément la redevance radio et fournir au Service Radio-Télévision Redevances » sont remplacés par les mots « déclarer cette détention dans les trente jours en fournissant au service désigné par le Gouvernement »;

c) le premier alinéa est complété par deux nouveaux alinéas rédigés comme suit :

« Le redevable doit payer la redevance dans le délai fixé par l'invitation à payer qui lui est adressée par le service désigné par le Gouvernement, sans que le délai de paiement puisse être inférieur à quinze jours.

En l'absence de déclaration spontanée ou de réception d'une invitation à payer à l'expiration d'un délai d'un mois prenant cours à l'échéance du délai de déclaration spontanée visé à l'alinéa 1^{er}, le redevable doit acquitter immédiatement et spontanément la redevance. »;

2° au 2° :

a) la subdivision « 2° » est remplacée par la subdivision « § 2 »;

b) les mots « qui n'est pas raccordé à un réseau de télédistribution » sont supprimés;

c) les mots « acquitter immédiatement et spontanément la redevance télévision et fournir au Service Radio-Télévision Redevances » sont remplacés par les mots « déclarer cette détention dans les trente jours en fournissant au service désigné par le Gouvernement »;

d) le premier alinéa est complété par deux nouveaux alinéas rédigés comme suit :

« Le redevable doit payer la redevance dans le délai fixé par l'invitation à payer qui lui est adressée par le service désigné par le Gouvernement, sans que le délai de paiement puisse être inférieur à quinze jours.

En l'absence de déclaration spontanée ou de réception d'une invitation à payer à l'expiration d'un délai d'un mois prenant cours à l'échéance du délai de déclaration spontanée visé à l'alinéa 1^{er}, le redevable doit acquitter immédiatement et spontanément la redevance. »;

3° il est inséré un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. Quiconque reçoit du service désigné par le Gouvernement une demande de renseignement relative à la détention d'un ou de plusieurs appareils de télévision ou d'un ou de plusieurs appareils de radio sur véhicule est tenu d'y répondre dans un délai d'un mois à dater de son envoi.

A défaut de réponse à l'expiration de ce délai, le service désigné par le Gouvernement détermine d'office la base imposable qu'il peut présumer eu égard aux éléments dont il dispose. Il notifie par lettre recommandée à l'intéressé une invitation à payer indiquant les éléments sur lesquels elle est basée. Lorsque le redevable a reçu une telle invitation à payer, la preuve du montant exact de la base imposable lui incombe sauf s'il établit qu'il a été empêché par de justes motifs de satisfaire à la demande de renseignements dans le délai fixé.

Le redevable doit payer la redevance dans le délai fixé par l'invitation à payer qui lui est adressée par le service désigné par le Gouvernement, sans que ce délai puisse être inférieur à quinze jours. »

Art. 11. A l'article 10 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé comme suit :

« Art.10. § 1^{er}. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, les paiements des redevances radio et télévision doivent reprendre la communication mentionnée sur l'invitation à payer.

Le Gouvernement détermine le contenu de l'invitation à payer et de l'annexe visée à l'article 20. »;

2° au paragraphe 2, les mots « formule de paiement » sont remplacés par les mots « invitation à payer » et les mots « Service Radio-Télévision Redevances » sont remplacés par les mots « service désigné par le Gouvernement »;

3° le paragraphe 2 est complété par un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« Le redevable doit payer la redevance dans le délai fixé par l'invitation à payer qui lui est adressée par le service désigné par le Gouvernement, sans que le délai de paiement puisse être inférieur à quinze jours. »;

4° au paragraphe 3, les mots « formule de paiement » sont remplacés par les mots « invitation à payer »;

5° les paragraphes 4 et 5 sont abrogés.

Art. 12. A l'article 11 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est abrogé;

2° l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« Le paiement de la redevance télévision visée à l'article 3 couvre tous les appareils de télévision qu'un commerçant détient dans ses locaux à usage professionnel. »;

3° à l'alinéa trois, après les mots « pour chaque succursale », la phrase est complétée comme suit :

« où il détient un ou plusieurs appareils de télévision. »

Art. 13. A l'article 12 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit :

« Art. 12. Les opérateurs qui offrent leurs services sur le territoire de la Région wallonne, même sans y avoir fixé leur siège social, leur principal établissement ou un établissement secondaire, sont tenus de communiquer mensuellement au service désigné par le Gouvernement une liste de leurs nouveaux clients qui, à leur connaissance, sont raccordés à leur réseau à partir d'un lieu de détention situé en Région wallonne et annuellement une liste de tous leurs clients qui, à leur connaissance, sont raccordés à leur réseau à partir d'un lieu de détention situé en Région wallonne, reprenant au moins le nom ou la dénomination, l'adresse et, pour les personnes physiques, la date de naissance, ainsi que, pour les clients ayant souscrit un abonnement, la date de début d'abonnement. »;

2° à l'alinéa 3, les mots « dans le mois qui suit » sont remplacés par les mots « au plus tard le 31 janvier de l'année suivante. »;

3° l'alinéa 4 est remplacé comme suit :

« Le Gouvernement fixe le format et le mode de transmission desdites listes. »;

4° l'alinéa 5 est remplacé comme suit :

« Les opérateurs ont le droit, le cas échéant, d'exiger du client qu'il prouve son identité. »

Art. 14. L'article 13 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 13. Quiconque loue des appareils de radio sur véhicule ou de télévision doit payer, selon le cas, les redevances radio ou télévision visées aux articles 2 et 3 pour chaque appareil qu'il détient en vue d'une location.

Le loueur d'appareils visé à l'alinéa 1^{er} communique, au plus tard le 10 janvier, au service désigné par le Gouvernement le nombre d'appareils qu'il détient au premier jour de la période imposable visée à l'article 7.

Le service désigné par le Gouvernement délivre au loueur d'appareils un nombre de titres de location égal au nombre d'appareils communiqués au dit service en vertu de l'alinéa 2. Chaque titre de location accompagne l'appareil donné en location.

Le loueur d'appareils communique, au plus tard le 10 du mois qui suit chaque extension de son parc d'appareils détenus en vue d'une location, le nombre de titres de location supplémentaires qu'il souhaite obtenir.

Pour les titres de location délivrés dans le courant de l'année, les redevances radio ou télévision ne sont pas dues pour les mois déjà entièrement écoulés. »

Art. 15. L'article 14 de la même loi est abrogé.

Art. 16. A l'article 15 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er} :

a) dans la première phrase, entre le mot « détenir » et les mots « un ou plusieurs appareils », les mots « avant la date de début d'une des périodes définies à l'article 7 » sont insérés et les mots « Service Radio-Télévision Redevances » sont remplacés par les mots « service désigné par le Gouvernement »;

b) dans la deuxième phrase, les mots « pour la période suivante » sont remplacés par les mots « pour la totalité de la période. »;

2° à l'alinéa 2, les mots « après la date extrême de paiement » sont remplacés par les mots « à partir de la date de début de période ou ultérieurement ».

Art. 17. A l'article 16 de la même loi, les mots « Service Radio-Télévision Redevances » sont remplacés par les mots « service désigné par le Gouvernement ».

Art. 18. L'article 17 de la même loi est abrogé.

Art. 19. A l'article 18 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit :

« Nonobstant l'application des articles 25 et 26, le non respect des obligations visées à l'article 9, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 3, et § 2, alinéas 1^{er} et 3, et de l'obligation de communication visée à l'article 13, alinéas 2 et 4 donne lieu au doublement de la redevance. »;

2° les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Art. 20. A l'article 19 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est modifié comme suit :

a) dans la première phrase, les mots « Moyennant accomplissement des formalités arrêtées par le Ministre » sont supprimés;

b) il est ajouté un 7°, un 8°, un 9°, un 10° et un 11° rédigés comme suit :

« 7° par les personnes qui, au premier janvier de l'année au cours de laquelle débute la période imposable, bénéficient du revenu d'intégration au sens de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale;

8° par les personnes qui, au premier janvier de l'année au cours de laquelle débute la période imposable, bénéficient de l'aide sociale telle que visée par l'article 60, paragraphe 3 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, pour autant que leurs revenus soient inférieurs ou égaux au revenu d'intégration;

9° par les personnes qui, au premier janvier de l'année au cours de laquelle débute la période imposable, bénéficient du revenu garanti aux personnes âgées au sens de la loi du 1^{er} avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées ou de la garantie de revenus au sens de la loi du 22 mars 2001 instituant la garantie de revenus aux personnes âgées;

10° à la condition que la mise à disposition de l'appareil se fasse à titre gratuit, par les établissements hospitaliers et les maisons de repos pour personnes âgées;

11° par des associations et établissements actifs dans les domaines de la protection de la jeunesse, de l'accueil de l'enfant, de l'aide aux familles en difficultés et de l'accompagnement, de la formation, de l'insertion des personnes handicapées. »;

2° l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« Le Gouvernement détermine les personnes physiques, organismes ou autorités pouvant attester que les conditions d'exonération sont remplies et fixe les formalités à accomplir pour bénéficier des exonérations. »

Art. 21. A l'article 20 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le 1°, les mots « la partie B » sont remplacés par les mots « l'annexe »;

2° dans le 4°, les mots « Service Radio-Télévision Redevances » sont remplacés par les mots « service désigné par le Gouvernement »;

3° dans le 5°, les mots « dans le Royaume » sont remplacés par les mots « en Région wallonne ».

Art. 22. A l'article 21 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er},

a) le 1° est remplacé comme suit :

« 1° les fonctionnaires et agents assermentés par le Gouvernement pour la constatation des infractions à la présente loi et aux arrêtés pris en exécution de celle-ci; »;

b) le 2° est remplacé comme suit :

« 2° les officiers, agents ou auxiliaires de police. »;

c) le 3°, le 4° et le 5° sont abrogés.

2° à l'alinéa 2, les mots « Les fonctionnaires et agents visés au 1° » sont remplacés par les mots « Dans l'exercice des missions pour lesquelles ils ont été assermentés, les fonctionnaires et agents visés au 1° ont la qualité d'officier de police judiciaire et ».

Art. 23. A l'article 22 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit :

« Art. 22. Lorsqu'il y a des indices suffisants de l'existence d'appareils de télévision ou de radio sur véhicule non déclarés, des visites domiciliaires peuvent être effectuées par une des personnes visées à l'article 21, moyennant l'autorisation du juge du tribunal de police. »;

2° l'alinéa 3 est remplacé comme suit :

« Sur simple demande d'une des personnes visées à l'article 21, les commerçants et les opérateurs doivent lui présenter tous renseignements, livres et documents que le service désigné par le Gouvernement juge utiles à la recherche des personnes qui sont tenues au paiement des redevances radio et télévision et au calcul de celles-ci. »

Art. 24. L'article 24 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 24. § 1^{er}. Chaque absence de transmission dans le délai fixé de la liste mensuelle visée à l'article 12, alinéa 2, et de la liste annuelle visée à l'article 12, alinéa 3, est punie d'une amende administrative de 5.000 euros.

L'amende administrative est réduite de moitié lors de la première infraction.

L'opérateur doit payer l'amende administrative dans le délai fixé par l'invitation à payer qui lui est adressée par le service désigné par le Gouvernement, sans que ce délai puisse être inférieur à quinze jours.

Les amendes administratives qui n'ont pas été acquittées dans le délai de paiement prévu à l'alinéa 3 font l'objet d'un enrôlement au plus tard six mois après l'envoi de l'invitation à payer.

En cas de non paiement de l'amende administrative dans le délai fixé à l'alinéa 3, un intérêt de retard dont le taux est identique au taux légal est exigible de plein droit.

Cet intérêt est calculé par mois civil pour chaque amende administrative sur la somme restant due arrondie à la dizaine d'euros inférieure, à partir, soit du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance, soit du premier jour du mois qui suit celui du paiement précédent, pour autant qu'une somme ait été imputée sur la dette en principal, jusqu'au dernier jour du mois au cours duquel le paiement a lieu.

L'intérêt n'est pas dû si son montant est inférieur à 25 euros.

§ 2. En cas de force majeure, le Gouvernement ou son délégué accorde la remise de l'amende administrative et des éventuels intérêts de retard. La requête est introduite au plus tard à l'expiration du délai de paiement fixé par l'invitation à payer. »

Art. 25. L'article 25 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 25. Les infractions aux articles de la présente loi, à l'exception de l'article 12, et aux arrêtés pris en exécution de ceux-ci, sont punies d'une amende de 26 à 500 euros, sans préjudice du doublement de la redevance radio ou télévision prévu en application de l'article 18.

Les tribunaux de police connaissent des infractions prévues à l'alinéa 1^{er}.

Les dispositions du livre Ier du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions visées à l'alinéa 1^{er}.

Une copie gratuite, à usage administratif, du jugement passé en force de chose jugée sera envoyée d'office au service désigné par le Gouvernement. »

Art. 26. L'article 26 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 26. § 1^{er}. Les redevances radio et télévision, éventuellement majorées en application de l'article 18, qui n'ont pas été acquittées dans les délais de paiement prévus aux articles 7, 9 et 10, font l'objet d'un enrôlement au plus tard trois ans après la fin de la période visée à l'article 7.

Les rôles sont formés et rendus exécutoires par le fonctionnaire désigné par le Gouvernement. »

§ 2. L'avertissement-extrait de rôle contient :

1° les termes « Région wallonne — Radio-Télévision Redevances »;

2° l'identité (nom, prénom et dénomination selon le cas) et l'adresse du redevable;

3° la référence de la loi qui établit la redevance et une notice explicative;

4° la période pour laquelle la redevance est due;

5° le numéro de l'article du rôle de la redevance concernée;

6° la date du visa exécutoire du rôle;

7° la base de calcul et le montant de la redevance;

8° la mention du caractère immédiatement exigible de la redevance due;

9° la désignation et l'adresse du service chargé d'établir et de percevoir la redevance et le compte auquel la redevance doit être payée;

10° la désignation et l'adresse du fonctionnaire auprès duquel le recours administratif peut être introduit et le délai de recours.

§ 3. Les redevances qui font l'objet d'un enrôlement sont immédiatement exigibles pour leur totalité. »

Art. 27. A l'article 27 de la même loi, les mots « Service Radio-Télévision Redevances » sont remplacés par les mots « service désigné par le Gouvernement ».

Art. 28. L'article 28 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 28. § 1^{er}. Le redevable peut introduire une réclamation par écrit contre la redevance établie à sa charge auprès du fonctionnaire désigné par le Gouvernement.

Il est accusé réception au redevable en mentionnant la date de réception de la réclamation.

La réclamation doit être motivée.

La réclamation doit être présentée, sous peine de déchéance, au plus tard dans les trois mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Toutefois, pour les redevables qui contestent la redevance tout en l'ayant acquittée, soit spontanément, soit sur base d'une invitation à payer, la réclamation doit être présentée, sous peine de déchéance, au plus tard dans les trois mois, soit de la date du paiement spontané, soit de la date ultime de paiement visée aux articles 7, 9 et 10.

Le fonctionnaire désigné par le Gouvernement statue sur la réclamation, en tant qu'autorité administrative, par décision motivée.

La décision qui ne déclare pas la réclamation entièrement fondée indique que la redevance est susceptible de recours judiciaire et précise le délai dans lequel ce recours peut être introduit.

§ 2. Le fonctionnaire désigné par le Gouvernement accorde la remise ou le dégrèvement en cas d'enrôlement, des surtaxes résultant d'erreurs matérielles, de doubles emplois, ainsi que celles qui apparaîtraient à la lumière de documents ou faits nouveaux probants, dont la production ou l'allégation tardive par le redevable est justifiée par de justes motifs, à condition que ces surtaxes aient été constatées par le service désigné par le Gouvernement ou signalées par le redevable à celui-ci dans les trois ans à partir du 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle la redevance est établie.

Il est accusé réception au redevable en mentionnant la date de réception de la demande de remise ou de la demande de dégrèvement.

§ 3. En cas de rejet de sa réclamation, de sa demande de remise ou de sa demande de dégrèvement ou, à défaut de décision du fonctionnaire désigné par le Gouvernement dans les six mois à dater de la réception de la réclamation, de la demande de remise ou de la demande de dégrèvement, le redevable peut introduire un recours judiciaire contre la redevance devant la juridiction civile.

Ce recours judiciaire doit être motivé.

Il est introduit par requête contradictoire ou par citation dirigées contre la Région en la personne du Ministre-Président. En cas d'introduction par requête contradictoire, le titre *Vbis* du livre II de la quatrième partie du Code judiciaire est d'application, à l'exception des articles 1034^{ter}, 3° et 1034^{quater}.

Une copie de la décision du fonctionnaire doit être jointe à chaque exemplaire de la requête ou de la citation, à peine de nullité. Lorsque le fonctionnaire désigné par le Gouvernement n'a pas encore pris de décision, une copie de la réclamation, de la demande de remise ou de la demande de dégrèvement et une copie de l'accusé de réception doivent être jointes, à peine de nullité.

Lorsque le recours judiciaire contre la redevance est introduit après une décision de rejet de la réclamation, de la demande de remise ou de la demande de dégrèvement, il doit être introduit dans les trois mois de la notification de cette décision au redevable par l'administration.

Lorsque le recours judiciaire contre la redevance est introduit en l'absence de décision sur la réclamation, la demande de remise ou la demande de dégrèvement, après l'expiration du délai de six mois visé à l'alinéa 1^{er}, le fonctionnaire désigné par le Gouvernement est dessaisi.

§ 4. L'introduction d'une réclamation, d'une demande de remise, d'une demande de dégrèvement ou d'un recours judiciaire ne suspend pas l'obligation d'acquitter la redevance, éventuellement majorée en application de l'article 18.

§ 5. En cas de réclamation, de demande de remise, de demande de dégrèvement ou de recours judiciaire, la redevance, éventuellement majorée en application de l'article 18, est considérée comme une dette liquide et certaine et peut être recouvrée par toutes voies d'exécution, dans la mesure où elle correspond soit aux éléments qui ont été mentionnés dans les déclarations spontanées visées à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et § 2, alinéa 1^{er} soit aux éléments qui ont été mentionnés dans la lettre recommandée visée à l'article 9, § 3, alinéa 2, soit, pour les détenteurs déjà inscrits, à la redevance de même nature établie à charge du redevable pour la période imposable précédente.

Dans la mesure où la redevance contestée excède les limites indiquées à l'alinéa 1^{er}, il ne peut être procédé qu'à des saisies conservatoires en vue de garantir le recouvrement ultérieur.

Pour l'application du présent paragraphe, l'effet suspensif du recours judiciaire vaut pour la première instance, l'instance d'appel et l'instance de cassation. »

Art. 29. L'article 29 de la même loi est remplacé comme suit :

« La redevance, éventuellement majorée en application de l'article 18, se prescrit par cinq ans à compter de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle notifié au redevable en application de l'article 26. »

Art. 30. L'article 30 de la même loi est complété par un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« Les agents auxquels le Gouvernement de la Communauté française ou de la Communauté germanophone a conféré la qualité d'officier de police judiciaire conservent cette qualité. »

Art. 31. L'article 31 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art.31. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions de la présente loi, les règles prévues aux articles 11, 12, 21, 35 à 52 inclus, 55, et 57 à 62 inclus du décret du Conseil régional wallon du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, s'appliquent aux redevances radio et télévision.

§ 2. Le Gouvernement détermine le numéro de compte bancaire ou postal sur lequel le redevable peut effectuer le paiement de la redevance. »

Art. 32. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} janvier 2003, à l'exception des articles 19, 1^o, 24 et 25 qui entrent en vigueur le 1^{er} jour du deuxième mois qui suit la publication du présent décret au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 mars 2003.

Le Ministre-Président

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Mme M. ARENA

—————
Note

(1) *Session 2002-2003.*

Documents du Conseil 473 (2002-2003) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance publique du 19 mars 2003.

Discussion. — Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 1181

[2003/200564]

27. MÄRZ 2003 — Dekret, durch das beschlossen wird, den in Artikel 3, Absatz 1, 9^o des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 zur Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen erwähnten Dienst der Rundfunk- und Fernsehgebühren zu sichern, und zur Abänderung des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Die Wallonische Region sichert den in Artikel 3, Absatz 1, 9^o des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 zur Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen erwähnten Dienst der Rundfunk- und Fernsehgebühren.

Art. 2 - In Artikel 1 des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren werden folgende Abänderungen angebracht:

1^o Punkt 1^o wird aufgehoben;

2^o In Punkt 3^o wird der Wortlaut «an ein Kabelfernsehnetz angeschlossen» durch den Wortlaut «an das Netzwerk eines Betreibers angeschlossen oder auf irgend eine Art mit dem Netzwerk eines Betreibers verbunden»;

3° Punkt 12° wird aufgehoben;

4° Punkt 13° wird durch das Folgende ersetzt:

«13° Betreiber: jegliche Person, die

a) ein Kabelfernsehnetz betreibt;

b) ein Netz zur Übertragung von Fernsehsendungen mit bedingtem Zugang betreibt»;

5° Punkt 14° wird durch das Folgende ersetzt:

«14° a) Kabelfernsehnetz: die Gesamtheit der von einem einzelnen Betreiber betriebenen Anlagen, um Signale zur Übertragung von Fernsehprogrammen kostenpflichtig bzw. -frei über Kabel, Gemeinschaftsantennen oder jegliche andere Technik an Dritte zu übermitteln;

b) Netz zur Übertragung von Fernsehsendungen mit bedingtem Zugang: die Gesamtheit der von einem einzelnen Betreiber betriebenen Anlagen, um Signale zur Übertragung von Fernsehprogrammen, deren Zugang durch eine technische Maßnahme oder Vorrichtung geschützt ist, die deren klaren Empfang von einer vorherigen individuellen Genehmigung abhängig macht, kostenpflichtig bzw. -frei, mit oder ohne Draht, über terrestrische Übertragung oder über Satellit zu übermitteln.»;

6° ein wie folgt verfasster Punkt 15° wird hinzugefügt:

«Gebührenpflichtiger: die natürliche bzw. juristische Person, die ein Rundfunkgerät in einem Fahrzeug oder ein Fernsehgerät hält, sowie, im Rahmen des Artikels 13, der Vermieter von in Fahrzeugen installierten Rundfunkgeräten und von Fernsehgeräten.»

Art. 3 - Artikel 2 desselben Gesetzes wird durch das Folgende ersetzt:

«Art. 2 - Zu Lasten der Halter von einem oder mehreren in Fahrzeugen installierten Rundfunkgeräten wird eine jährliche Gebühr von 25,00 Euro pro mit einem Rundfunkgerät versehenes Fahrzeug festgesetzt.»

Art. 4 - In Artikel 3 desselben Gesetzes werden die folgenden Abänderungen angebracht:

1° Absatz 1 wird durch das Folgende ersetzt:

«Art. 3 — Eine jährliche Gebühr in Höhe von 140,00 Euro wird zu Lasten der Halter von einem oder mehreren Fernsehgeräten festgesetzt.»;

2° Absatz 2 wird durch das Folgende ersetzt:

«Was die natürlichen Personen betrifft, gilt die Zahlung der Gebühr für ein Fernsehgerät für das Halten von allen Geräten dieses Typs am selben Ort oder in einem und demselben Fahrzeug.»;

3° Absatz 3° wird aufgehoben;

4° der vorherige Absatz 4, der Absatz 3 wird, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Die juristische Person, die Fernsehgeräte zur selben Zeit an verschiedenen Orten oder in verschiedenen Fahrzeugen hält, muss eine Fernsehgebühr für jeden unterschiedlichen Ort oder jedes unterschiedliches Fahrzeug entrichten.»

Art. 5 - In Artikel 4 desselben Gesetzes wird der Absatz 2 durch das Folgende ersetzt:

«Für jedes Fernsehgerät, das in einem Hotelzimmer, einem Krankenzimmer, einem Altenheimzimmer oder in einem derartigen Wohnort installiert ist, wird die Fernsehgebühr um die Hälfte reduziert.»

Art. 6 - In Artikel 5 desselben Gesetzes wird der Wortlaut «im Königreich» durch den Wortlaut «in der Wallonischen Region» ersetzt.

Art. 7 - In Artikel 6 desselben Gesetzes wird der Absatz 2 durch das Folgende ersetzt:

«Die durch die Regierung bezeichnete Dienststelle veröffentlicht spätestens am 30. September im *Belgischen Staatsblatt* die Beträge der für die im Laufe des folgenden Jahres beginnenden Zeiträume zu vereinnahmenden Rundfunk- und Fernsehgebühren, die im selben Verhältnis wie die Entwicklung des Verbraucherpreisindex zwischen dem Monat Juni des vorigen Jahres und des laufenden Jahres angepasst werden.»

Art. 8 - In Artikel 7 desselben Gesetzes werden folgende Abänderungen angebracht:

1° Absatz 2 wird durch das Folgende ersetzt:

«Die Fernsehgebühren für in Hotels, Krankenhäusern, Altenheimen und derartigen Wohnorten im Sinne von Artikel 4 gehaltene Fernsehgeräte und die Rundfunk- und Fernsehgebühren für vermietete Geräte im Sinne von Artikel 13 sind für den am 1. Januar des Jahres beginnenden Zeitraum zahlbar und müssen spätestens am 1. März dieses Jahres auf der Grundlage einer Zahlungsaufforderung entrichtet werden, die dem Gebührenpflichtigen durch die durch die Regierung bezeichnete Dienststelle zugestellt wird, ohne dass die Zahlungsfrist weniger als fünfzehn Tage betragen darf.»;

2° in Absatz 3 wird nach dem Wortlaut «zu den in der nachstehenden Tabelle festgesetzten Zeiten» der folgende Wortlaut hinzugefügt:

«, auf der Grundlage einer Zahlungsaufforderung, die dem Gebührenpflichtigen durch die durch die Regierung bezeichnete Dienststelle zugestellt wird, ohne dass die Zahlungsfrist weniger als fünfzehn Tage betragen darf.»

Art. 9 - In Artikel 8 desselben Gesetzes wird Artikel 2 aufgehoben.

Art. 10 - In Artikel 9 desselben Gesetzes werden die folgenden Abänderungen angebracht:

1° in Punkt 1°:

a) die Unterteilung «1)» wird durch die Unterteilung «§ 1» ersetzt;

b) der Wortlaut «die Rundfunkgebühr sofort und spontan entrichten und der Dienststelle für Rundfunk- und Fernsehgebühren (...) übergeben» wird durch den Wortlaut «das Halten innerhalb von dreißig Tagen anmelden und dabei der durch die Regierung bezeichneten Dienststelle (...) übergeben»;

c) dem ersten Absatz werden zwei neue, wie folgt verfasste Absätze hinzugefügt:

«Der Gebührenpflichtige muss die Gebühr innerhalb der Frist entrichten, die in der Zahlungsaufforderung, die ihm durch die durch die Regierung bezeichnete Dienststelle zugestellt wird, festgesetzt wird, ohne dass die Zahlungsfrist weniger als fünfzehn Tage betragen darf.

In Ermangelung einer spontanen Erklärung oder des Empfangs einer Zahlungsaufforderung bei Ablauf einer einmonatigen Frist, die ab dem Ablauf der in Absatz 1 erwähnten Frist für die spontane Erklärung läuft, muss der Gebührenpflichtige die Gebühr sofort und spontan entrichten.»;

2° unter 2°:

a) wird die Unterteilung «2°» durch die Unterteilung «§ 2» ersetzt;

b) wird der Wortlaut «das keinem Kabelfernsehnetz angeschlossen ist» gestrichen;

c) wird der Wortlaut «die Fernsehgebühr sofort und spontan entrichten und der Dienststelle für Rundfunk- und Fernsehgebühren (...) übergeben» durch den Wortlaut «das Halten innerhalb von dreißig Tagen anmelden und dabei der durch die Regierung bezeichneten Dienststelle (...) übergeben» ersetzt;

d) wird der erste Absatz mit zwei wie folgt verfassten Absätzen ergänzt:

«Der Gebührenpflichtige muss die Gebühr innerhalb der Frist entrichten, die in der Zahlungsaufforderung, die ihm durch die durch die Regierung bezeichnete Dienststelle zugestellt wird, festgesetzt wird, ohne dass die Zahlungsfrist weniger als fünfzehn Tage betragen darf.

In Ermangelung einer spontanen Erklärung oder des Empfangs einer Zahlungsaufforderung bei Ablauf einer einmonatigen Frist, die ab dem Ablauf der in Absatz 1 erwähnten Frist für die spontane Erklärung läuft, muss der Gebührenpflichtige die Gebühr sofort und spontan entrichten.»;

3° ein wie folgt verfasster § 3 wird eingefügt:

«§ 3. Jeder, der von der durch die Regierung bezeichneten Dienststelle eine Anfrage um Auskunft in Bezug auf das Halten von einem oder mehreren Fernsehgeräten oder von einem oder mehreren in einem Fahrzeug installierten Rundfunkgeräten erhält, muss innerhalb eines Monats ab deren Einsenddatum darauf antworten.

In Ermangelung einer Antwort bei Ablauf dieser Frist bestimmt die durch die Regierung bezeichnete Dienststelle von Amts wegen die Besteuerungsgrundlage, die sie aufgrund der Elemente, über welche sie verfügt, einschätzen kann. Sie stellt dem Betroffenen eine Zahlungsaufforderung per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zu, in welcher die Elemente, worauf sie beruht, angegeben werden. Wenn der Gebührenpflichtige eine solche Zahlungsaufforderung erhalten hat, muss er den genauen Betrag der Besteuerungsgrundlage beweisen, außer wenn er nachweist, dass er aus guten Gründen daran gehindert wurde, innerhalb der festgesetzten Frist auf die Anfrage um Auskunft zu antworten.

Der Gebührenpflichtige muss die Gebühr innerhalb der Frist entrichten, die in der Zahlungsaufforderung, die ihm durch die durch die Regierung bezeichnete Dienststelle zugestellt wird, festgesetzt wird, ohne dass die Zahlungsfrist weniger als fünfzehn Tage betragen darf.»

Art. 11 - In Artikel 10 desselben Gesetzes werden die folgenden Abänderungen angebracht:

1° Paragraph 1 wird durch das Folgende ersetzt:

«Art. 10 - § 1. Vorbehaltlich der Bestimmungen des Paragraphen 3 müssen die Zahlungen der Rundfunk- und Fernsehgebühren die auf der Zahlungsaufforderung angegebene Mitteilung erwähnen.

Die Regierung bestimmt den Inhalt der Zahlungsaufforderung und der in Artikel 20 erwähnten Anlage»;

2° in Paragraph 2 wird der Wortlaut «Zahlungsformular» durch den Wortlaut «Zahlungsaufforderung» und der Wortlaut «Dienststelle für Rundfunk- und Fernsehgebühren» durch den Wortlaut «durch die Regierung bezeichnete Dienststelle» ersetzt;

3° dem Paragraphen 2 wird ein neuer wie folgt verfasster Absatz hinzugefügt:

«Der Gebührenpflichtige muss die Gebühr innerhalb der Frist entrichten, die in der Zahlungsaufforderung, die ihm durch die durch die Regierung bezeichnete Dienststelle zugestellt wird, festgesetzt wird, ohne dass die Zahlungsfrist weniger als fünfzehn Tage betragen darf.»;

4° in Paragraph 3 wird der Wortlaut «Zahlungsformular» durch den Wortlaut «Zahlungsaufforderung» ersetzt;

5° die Paragraphen 4 und 5 werden aufgehoben.

Art. 12 - In Artikel 11 desselben Gesetzes werden die folgenden Abänderungen angebracht:

1° Absatz 1 wird aufgehoben;

2° Absatz 2° wird durch das Folgende ersetzt:

«Die Zahlung der in Artikel 3 erwähnten Fernsehgebühr gilt für alle Fernsehgeräte, die ein Gewerbetreibender in seinen zu Berufszwecken dienenden Räumen hält.»;

3° in Absatz 3 wird nach dem Wortlaut «für jede Filiale» der Satz wie folgt ergänzt:

«wo er ein oder mehrere Fernsehgeräte hält.»

Art. 13 - In Artikel 12 desselben Gesetzes werden die folgenden Abänderungen angebracht:

1° Absatz 1 wird durch das Folgende ersetzt:

«Art. 12 - Die Betreiber, die ihre Dienste auf dem Gebiet der Wallonischen Region anbieten, müssen, auch wenn sie ihren Gesellschaftssitz, ihren Hauptsitz oder einen Zweitsitz nicht dort festgelegt haben, jeden Monat der durch die Regierung bezeichneten Dienststelle eine Liste ihrer neuen Kunden übermitteln, die zu ihrem Wissen ab einem in der Wallonischen Region befindlichen Ort an ihr Netzwerk angeschlossen sind, und einmal im Jahr eine Liste von allen ihren Kunden übermitteln, die zu ihrem Wissen ab einem in der Wallonischen Region befindlichen Ort an ihr Netzwerk angeschlossen sind, in welcher mindesten der Name oder die Bezeichnung, die Anschrift und, für die natürlichen Personen, das Geburtsdatum sowie für die Kunden, die ein Abonnement abgeschlossen haben, das Datum des Beginns des Abonnements erwähnt werden.»;

2° in Absatz 3 wird der Wortlaut «innerhalb des folgenden Monats» durch den Wortlaut «spätestens am 31. Januar des folgenden Jahres.» ersetzt;

3° Absatz 4 wird durch das Folgende ersetzt:

«Die Regierung setzt das Format und die Übermittlungsweise der besagten Listen fest.»;

4° Absatz 5 wird durch das Folgende ersetzt:

«Die Betreiber sind gegebenenfalls berechtigt von dem Kunden zu fordern, dass er seine Identität beweist.»

Art. 14 - Artikel 13 desselben Gesetzes wird durch das Folgende ersetzt:

«Art. 13 - Jeder, der Rundfunkgeräte für Fahrzeuge oder Fernsehgeräte vermietet, muss je nach Fall die in den Artikeln 2 und 3 erwähnten Rundfunk- oder Fernsehgebühren für jedes Gerät, das er im Hinblick auf die Vermietung hält, entrichten.

Der Vermieter von in Absatz 1 erwähnten Geräten teilt spätestens am 10. Januar der durch die Regierung bezeichneten Dienststelle die Anzahl der Geräte mit, die er am ersten Tag des in Artikel 7 erwähnten steuerbaren Zeitraums hält.

Die durch die Regierung bezeichnete Dienststelle stellt dem Vermieter von Geräten eine Anzahl Vermietungsscheine aus, die der besagten Dienststelle gemäß Absatz 2 mitgeteilten Anzahl Geräte entspricht.

Der Vermieter von Geräten teilt spätestens am 10. des auf jede Erweiterung seines Parks von zwecks der Vermietung gehaltenen Geräten folgenden Monats die Anzahl der weiteren Vermietungsscheine, die er zu erhalten wünscht, mit.

Was die im Laufe des Jahres ausgestellten Vermietungsscheine betrifft, sind die Rundfunk- bzw. Fernsehgebühren nicht für die bereits abgelaufenen Monate geschuldet.»

Art. 15 - Artikel 14 desselben Gesetzes wird aufgehoben.

Art. 16 - In Artikel 15 desselben Gesetzes werden die folgenden Abänderungen angebracht:

1° in Absatz 1:

a) im ersten Satz wird zwischen den Wortlaut «ein oder mehrere Geräte» und den Wortlaut «nicht mehr hält» der Wortlaut «vor dem Datum des Beginns eines der in Artikel 7 bestimmten Zeiträume» eingefügt und wird der Wortlaut «Dienststelle für Rundfunk- und Fernsehgebühr» durch den Wortlaut «durch die Regierung bezeichnete Dienststelle» ersetzt;

b) im zweiten Satz wird der Wortlaut «für den folgenden Zeitraum» durch den Wortlaut «für den ganzen Zeitraum» ersetzt;

2° in Absatz 2 wird der Wortlaut «nach dem äußersten Zahlungsdatum» durch den Wortlaut «ab dem Datum des Beginns des Zeitraums oder später» ersetzt.

Art. 17 - In Artikel 16 desselben Gesetzes wird der Wortlaut «Dienststelle für Rundfunk- und Fernsehgebühr» durch den Wortlaut «durch die Regierung bezeichnete Dienststelle» ersetzt.

Art. 18 - Artikel 17 desselben Gesetzes wird aufgehoben.

Art. 19 - In Artikel 18 desselben Gesetzes werden die folgenden Abänderungen angebracht:

1° Absatz 1 wird durch das Folgende ersetzt:

«Ungeachtet der Anwendung der Artikel 25 und 26 gibt die Nichteinhaltung der in Artikel 9, § 1, Absätze 1 und 3 und § 2, Absätze 1 und 3 erwähnten Verpflichtungen und der in Artikel 13, Absätze 2 und 4 erwähnten Mitteilungspflicht Anlass zur Verdoppelung der Gebühr.»;

2° die Absätze 2 und 3 werden aufgehoben.

Art. 20 - In Artikel 19 desselben Gesetzes werden die folgenden Abänderungen angebracht:

1° Absatz 1 wird wie folgt abgeändert:

a) im ersten Satz wird der Wortlaut «Vorbehaltlich der Erledigung der von dem Minister vorgeschriebene Formalitäten» gestrichen;

b) die wie folgt verfassten Punkte 7°, 8°, 9°, 10° und 11° werden hinzugefügt:

«7° von den Personen, die am ersten Januar des Jahres, während dessen der Besteuerungszeitraum anfängt, das Integrationseinkommen im Sinne des Gesetzes vom 26. Mai 2002 bezüglich des Rechtes auf soziale Eingliederung beziehen;

8° von den Personen, die am ersten Januar des Jahres, während dessen der Besteuerungszeitraum anfängt, die Sozialhilfe im Sinne des Artikels 60, Paragraph 3 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die Sozialhilfezentren beziehen, sofern ihr Einkommen das Integrationseinkommen nicht übersteigt;

9° von den Personen, die am ersten Januar des Jahres, während dessen der Besteuerungszeitraum anfängt, das garantierte Einkommen für Betagte im Sinne des Gesetzes vom 1. April 1969 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über das garantierte Einkommen für Betagte beziehen oder die Einkommensgarantie im Sinne des Gesetzes vom 22. März 2001 zur Einführung einer Einkommensgarantie für Betagte in Anspruch nehmen;

10° unter der Bedingung, dass die Bereitstellung des Geräts kostenlos erfolgt, von den Krankenhäusern und Altenheimen;

11° von den Vereinigungen und Einrichtungen, die im Bereich des Jugendschutzes, der Kinderaufnahme, der Hilfe für in Schwierigkeiten geratene Familien und der Betreuung, der Ausbildung, der Eingliederung von behinderten Personen tätig sind.»;

2° Absatz 2 wird durch das Folgende ersetzt:

«Die Regierung bestimmt die natürlichen Personen, Einrichtungen und Behörden, die bescheinigen können, dass die Befreiungsbedingungen eingehalten werden, und setzt die zu erfüllenden Formalitäten fest, um die Befreiungen zu erhalten.»

Art. 21 - In Artikel 20 desselben Gesetzes werden die folgenden Abänderungen angebracht:

1° in Punkt 1° wird der Wortlaut «Teil B» durch den Wortlaut «die Anlage» ersetzt;

2° in Punkt 4° wird der Wortlaut «Dienststelle für Rundfunk- und Fernsehgebühr» durch den Wortlaut «durch die Regierung bezeichnete Dienststelle» ersetzt;

3° in Punkt 5° wird der Wortlaut «im Königreich» durch den Wortlaut «in der Wallonischen Region» ersetzt.

Art. 22 - In Artikel 21 desselben Gesetzes werden die folgenden Abänderungen angebracht:

1° in Absatz 1:

a) wird Punkt 1° durch das Folgende ersetzt:

«1° die durch die Regierung zum Feststellen der Verstöße gegen das vorliegende Gesetz und die in dessen Durchführung gefassten Erlasse vereidigten Beamten und Bediensteten;»

b) Punkt 2° wird durch das Folgende ersetzt:

«2° die Polizeioffiziere, -bediensteten oder Hilfskräfte.»;

c) die Punkte 3°, 4° und 5° werden aufgehoben.

2° in Absatz 2 wird der Wortlaut «die unter 1° erwähnten Beamten und Bediensteten» durch den Wortlaut «In der Ausübung der Aufgaben, für welche sie vereidigt worden sind, besitzen die unter 1° erwähnten Beamten und Bediensteten die Eigenschaft als Offizier der Gerichtspolizei und».

Art. 23 - In Artikel 22 desselben Gesetzes werden die folgenden Abänderungen angebracht:

1° Absatz 1 wird durch das Folgende ersetzt:

«Art. 22 - Wenn es genug Indizien bezüglich des Bestehens von nicht angemeldeten Fernsehgeräten oder Rundfunkgeräten in Fahrzeugen gibt, können Hausbesuche von einer der in Artikel 21 erwähnten Personen vorbehaltlich der Genehmigung des Richters des Polizeigerichts unternommen werden.»;

2° Absatz 3 wird durch das Folgende ersetzt:

«Auf einfachen Antrag einer der in Artikel 21 erwähnten Personen müssen ihr die Gewerbetreibenden und die Betreiber alle Informationen, Bücher und Unterlagen vorlegen, die die durch die Regierung bezeichnete Dienststelle als zur Suche nach den Personen, die die Rundfunk- und Fernsehgebühren zahlen müssen, und die deren Berechnung ermöglicht, notwendig achtet.».

Art. 24 - Artikel 24 desselben Gesetzes wird durch das Folgende ersetzt:

«Art. 24 - § 1. Jedes Ausbleiben der fristgerechten Übermittlung der in Artikel 12, Absatz 2 erwähnten Liste und der in Artikel 12, Absatz 3 erwähnten jährlichen Liste wird mit einer Verwaltungsstrafe in Höhe von 5.000 Euro geahndet.

Die Verwaltungsstrafe wird bei der ersten Zuwiderhandlung um die Hälfte reduziert.

Der Betreiber muss die Verwaltungsstrafe innerhalb der Frist bezahlen, die in der ihm durch die durch die Regierung bezeichnete Dienststelle zugestellten Zahlungsaufforderung festgesetzt ist, ohne dass diese Frist weniger als fünfzehn Tage betragen darf.

Die Verwaltungsstrafen, die innerhalb der in Absatz drei vorgesehenen Frist nicht entrichtet worden sind, werden spätestens sechs Monate nach der Zustellung der Zahlungsaufforderung in die Heberolle eingetragen.

In Ermangelung einer Zahlung der Verwaltungsstrafe innerhalb der in Absatz drei festgesetzten Frist werden Verzugszinsen, deren Satz mit dem gesetzlichen Zinssatz identisch ist, von Rechts wegen eintreibbar.

Diese Zinsen werden für jede Verwaltungsstrafe pro Kalendermonat auf der Grundlage der geschuldeten Summe, die auf den unteren Euro-Zehner abgerundet wird, berechnet, dies entweder ab dem ersten Tag des auf die Fälligkeit folgenden Monats oder ab dem ersten Tag des auf den Monat der vorherigen Zahlung folgenden Monats, sofern ein Betrag von der Hauptschuld abgerechnet worden ist, bis zum letzten Tag des Monats, in welchem die Zahlung stattfindet.

Die Zinsen sind nicht zahlbar, wenn deren Betrag unter 25 Euro steht.

§ 2. Im Notfall gewährt die Regierung oder deren Beauftragter den Erlass der Verwaltungsstrafe und der etwaigen Verzugszinsen. Der Antrag wird spätestens bei Ablauf der in der Zahlungsaufforderung festgesetzten Frist eingereicht.»

Art. 25 - Artikel 25 desselben Gesetzes wird durch das Folgende ersetzt:

«Art. 25 - Die Verstöße gegen die Artikel des vorliegenden Gesetzes, mit Ausnahme des Artikels 12, und gegen die in deren Durchführung gefassten Erlasse werden mit einer Strafe von 26 bis 500 Euro geahndet, unbeschadet der in Anwendung des Artikel 18 vorgesehenen Verdoppelung der Rundfunk- oder Fernsehgebühr.

Die Polizeigerichte urteilen über die in Absatz 1 vorgesehenen Verstöße.

Die Bestimmungen des Buches I des Strafgesetzbuches, einschließlich des Kapitels VII und des Artikels 85, sind auf die in Absatz 1 erwähnten Verstöße anwendbar.

Ein kostenlose Abschrift zu administrativen Zwecken des rechtskräftigen gefällten Urteils wird von Amts wegen der durch die Regierung bezeichneten Dienststelle zugestellt.»

Art. 26 - Artikel 26 desselben Gesetzes wird durch das Folgende ersetzt:

«Art. 26 - § 1. Die eventuell in Anwendung des Artikels 18 erhöhten Rundfunk- und Fernsehgebühren, die nicht innerhalb der in den Artikeln 7, 9 und 10 erwähnten Zahlungsfristen entrichtet worden sind, werden spätestens drei Jahre nach dem Ende des in Artikel 7 erwähnten Zeitraums in die Heberolle eingetragen.

Die Heberollen werden von dem durch die Regierung bezeichneten Beamten gebildet und für vollstreckbar erklärt.»

§ 2. Der Steuerbescheid der Heberolle enthält:

- 1° den Wortlaut «Wallonische Region — Rundfunk- und Fernsehgebühr»;
- 2° die Identität (Name, Vorname und je nach Fall Bezeichnung) und Anschrift des Gebührenpflichtigen;
- 3° die Angabe des Gesetzes, durch das die Gebühr festgesetzt wird, und eine Erläuterungsnotiz;
- 4° den Zeitraum, für den die Gebühr zu zahlen ist;
- 5° die Nummer des Artikels der Heberolle der betroffenen Gebühr;
- 6° das Datum des Vollstreckungsvermerks der Heberolle;
- 7° die Berechnungsgrundlage und den Betrag der Gebühr;
- 8° die Angabe der sofortigen Fälligkeit der zu zahlenden Gebühr;
- 9° die Bezeichnung und die Anschrift der Dienststelle, die mit der Festsetzung und der Erhebung der Gebühr beauftragt ist, und die Kontonummer, auf welche die Gebühr zu überweisen ist;
- 10° die Bezeichnung und die Anschrift des Beamten, bei dem die verwaltungsrechtliche Beschwerde eingereicht werden kann, und die Frist für diese Beschwerde.

§ 8. Die Gebühren, die Gegenstand einer Eintragung in die Heberolle sind, sind sofort gänzlich zahlbar.»

Art. 27 - In Artikel 27 desselben Gesetzes wird der Wortlaut «Dienststelle für Rundfunk- und Fernsehgebühr» durch den Wortlaut «durch die Regierung bezeichnete Dienststelle» ersetzt.

Art. 28 - Artikel 28 desselben Gesetzes wird durch das Folgende ersetzt:

«Art. 28 - § 1. Der Gebührenpflichtige kann beim durch die Regierung bezeichneten Beamten eine schriftliche Beschwerde gegen die zu seinen Lasten festgesetzte Gebühr einreichen.

Der Eingang der Beschwerde wird dem Gebührenpflichtigen bestätigt, wobei das Datum des Eingangs der Beschwerde angegeben wird.

Die Beschwerde muss begründet werden.

Die Beschwerde muss, unter Gefahr der Aberkennung, spätestens innerhalb von drei Monaten ab dem Versand des Steuerbescheids der Heberolle eingereicht werden. Was aber die Gebührenpflichtigen betrifft, die die Gebühr anfechten, nachdem sie sie entweder spontan oder auf der Grundlage einer Zahlungsaufforderung entrichtet haben, muss die Beschwerde, unter Gefahr der Aberkennung, spätestens innerhalb von drei Monaten ab entweder der spontanen Zahlung oder ab dem in den Artikeln 7, 9 und 10 erwähnten äußersten Zahlungstermin eingereicht werden.

Der durch die Regierung bezeichnete Beamte befindet als administrative Behörde durch begründete Verfügung über die Beschwerde.

Wenn die Entscheidung die Beschwerde als nicht völlig begründet erklärt, wird angegeben, dass ein gerichtlicher Einspruch gegen die Gebühr möglich ist, und wird die Frist, innerhalb welcher diese Beschwerde eingereicht werden kann, angegeben.

§ 2. Der durch die Regierung bezeichnete Beamte gewährt den Erlass oder den Nachlass bei Eintragung in die Heberolle der Überbesteuerungen, die aus materiellen Fehlern oder aus doppelten Besteuerungen resultieren, sowie derjenigen, die auf der Grundlage von neuen beweiskräftigen Unterlagen oder Tatsachen, deren spätes Vorzeigen oder späte Angabe durch den Gebührenpflichtigen auf triftigen Gründen beruht, erscheinen würden, unter der Bedingung, dass diese Überbesteuerungen innerhalb von drei Jahren ab dem 1. Januar des Jahres, in dem die Gebühr festgesetzt wird, durch die durch die Regierung bezeichnete Dienststelle festgestellt oder dieser von dem Gebührenpflichtigen mitgeteilt worden sind.

Der Eingang des Antrags wird dem Gebührenpflichtigen bestätigt, wobei das Datum des Eingangs des Antrags auf Erlass oder Nachlass angegeben wird.

§ 3. Bei Zurückweisung seiner Beschwerde, seines Antrags auf Erlass oder auf Nachlass, oder in Ermangelung einer Entscheidung des durch die Regierung bezeichneten Beamten innerhalb von sechs Monaten ab dem Eingang der Beschwerde, des Antrags auf Erlass oder auf Nachlass kann der Gebührenpflichtige einen gerichtlichen Einspruch gegen die Gebühr beim Zivilgericht einreichen.

Dieser gerichtliche Einspruch muss begründet werden.

Er wird durch eine gegen die Wallonische Region in der Person des Minister-Vorsitzenden gerichtete kontradiktorische Klageschrift oder Vorladung eingereicht. Im Falle einer Einreichung durch kontradiktorische Klageschrift ist Titel *Vbis* des Buches II des vierten Teils des Gerichtsgesetzbuches mit Ausnahme der Artikel 1034ter, 3° und 1034quater anwendbar.

Eine Abschrift der Entscheidung des Beamten muss unter Gefahr der Nichtigkeit jedem Exemplar der Klageschrift oder der Vorladung beigelegt werden. Wenn der durch die Regierung bezeichnete Beamte noch keine Entscheidung getroffen hat, müssen unter Gefahr der Nichtigkeit eine Abschrift der Beschwerde, des Antrags auf Erlass oder des Antrags auf Nachlass und eine Abschrift der Empfangsbestätigung beigelegt werden.

Wenn der gerichtliche Einspruch gegen die Gebühr nach einer Entscheidung zur Zurückweisung der Beschwerde, des Antrags auf Erlass oder des Antrags auf Nachlass eingereicht wird, muss er innerhalb von drei Monaten ab der Zustellung dieser Entscheidung durch die Verwaltung an den Gebührenpflichtigen eingereicht werden.

Wenn der gerichtliche Einspruch gegen die Gebühr in Ermangelung einer Entscheidung über die Beschwerde, den Antrag auf Erlass oder den Antrag auf Nachlass nach Ablauf der in Absatz 1 erwähnten sechsmonatigen Frist eingereicht wird, wird der durch die Regierung bezeichnete Beamte für nicht mehr zuständig erklärt.

§ 4. Die Einreichung einer Beschwerde, eines Antrags auf Erlass, eines Antrags auf Nachlass oder eines gerichtlichen Einspruchs befreit den Gebührenpflichtigen nicht von der Verpflichtung, die eventuell in Anwendung des Artikels 18 erhöhte Gebühr zu entrichten.

§ 5. Im Falle einer Beschwerde, eines Antrags auf Erlass, eines Antrags auf Nachlass oder eines gerichtlichen Einspruchs wird die eventuell in Anwendung des Artikels 18 erhöhte Gebühr als eine feststehende und erwiesene Schuld betrachtet und kann mittels aller Vollstreckungswege eingezogen werden, insofern sie entweder den Elementen, die in den in Artikel 9, § 1, Absatz 1 und § 2, Absatz 1 spontanen Erklärungen erwähnt worden sind, oder den Elementen, die im in Artikel 9, § 3, Absatz 2 erwähnten Einschreibebrief erwähnt worden sind, oder für die bereits eingeschriebenen Halter, der Gebühr gleicher Art, die zu Lasten des Gebührenpflichtigen für den vorherigen Besteuerungszeitraum festgesetzt worden ist, entspricht.

Insofern die angefochtene Gebühr die in Absatz 1 erwähnten Grenzen überschreitet, können nur Sicherungspfändungen, um die spätere Beitreibung zu sichern, vorgenommen werden.

Für die Anwendung des vorliegenden Paragraphen gilt die aufschiebende Wirkung des gerichtlichen Einspruchs für die erste Instanz, die Berufungsinstanz und die Kassationsinstanz.»

Art. 29 - Artikel 29 desselben Gesetzes wird durch das Folgende ersetzt:

«Die eventuell in Anwendung des Artikels 18 erhöhte Gebühr verjährt nach fünf Jahren ab dem Datum des Versands des dem Gebührenpflichtigen in Anwendung des Artikels 26 zugestellten Steuerbescheids der Heberolle.»

Art. 30 - Artikel 30 desselben Gesetzes wird mit einem neuen wie folgt verfassten Absatz ergänzt:

«Die Bediensteten, denen die Regierung der Französischen Gemeinschaft oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft die Eigenschaft als Offizier der Gerichtspolizei erteilt hat, behalten diese Eigenschaft.»

Art. 31 - Artikel 31 desselben Gesetzes wird durch das Folgende ersetzt:

«Art. 31 - § 1. Unbeschadet der Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes finden die in den Artikeln 11, 12, 21, 35 bis einschließlich 52, 55 und 57 bis einschließlich 62 des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben auf die Rundfunk- und Fernsehgebühren festgelegten Regeln Anwendung.

§ 2. Die Regierung bestimmt die Nummer des Bank- oder Postkontos, auf welches der Gebührenpflichtige die Gebühr überweisen kann.»

Art. 32 - Das vorliegende Dekret wird am 1. Januar 2003 wirksam, mit Ausnahme der Artikel 19, 1^o, 24 und 25, die am ersten Tag des zweiten auf die Veröffentlichung des vorliegenden Dekrets im *Belgischen Staatsblatt* folgenden Monats in Kraft treten.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 27. März 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
Frau M. ARENA

—
Note

(1) *Sitzung 2002-2003.*

Unterlagen des Rates 473 (2002-2003) Nr. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 19. März 2003.

Diskussion — Abstimmung.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 1181

[2003/200564]

27 MAART 2003. — Decreet waarbij beslist wordt de Dienst Kijk- en Luistergeld bedoeld in artikel 3, eerste lid, 9°, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten te verzorgen en tot wijziging van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het Waalse Gewest verzorgt de Dienst van het Kijk- en Luistergeld bedoeld in artikel 3, eerste lid, 9°, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Art. 2. In artikel 1 van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het nummer 1° wordt opgeheven;

2° onder 3° worden de woorden « met een teledistributienet » vervangen door de woorden « of op enige wijze met het net van een operator »;

3° het nummer 12° wordt opgeheven;

4° het nummer 13° wordt vervangen als volgt :

« 13° operator : elke persoon die :

a) een teledistributienet,

b) een onder voorwaarden toegankelijk televisueel radio-omroepnet uitbaat »;

5° het nummer 14° wordt vervangen als volgt :

« 14° a) teledistributienet : het geheel van de inrichtingen die door eenzelfde operator in werking worden gesteld, met het doel onder bezwarende titel of om niet via kabel, collectieve antennes of elke andere techniek signalen die televisieprogramma's dragen uit te zenden;

b) onder voorwaarden toegankelijk televisueel radio-omroepnet : het geheel van de inrichtingen die door eenzelfde operator in werking worden gesteld, met het doel onder bezwarende titel of om niet, al dan niet draadloos, over land of per satelliet, signalen uit te zenden die televisieprogramma's dragen waarvan de toegang beschermd wordt door een maatregel of een technisch systeem waardoor de niet-gestoorde ontvangst ervan ondergeschikt wordt gemaakt aan een voorafgaande individuele toelating. »;

6° er wordt een nummer 15° toegevoegd, luidend als volgt :

« verschuldigde : de natuurlijke of rechtspersoon die houder is van een autoradiotoestel of een televisietoestel, evenals, in het kader van artikel 13, de verhuurder van autoradio- of televisietoestellen. »

Art. 3. Artikel 2 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. Er wordt ten laste van de houders van één of verschillende autoradiotoestellen een jaarlijks luistergeld van 25,00 euro per voertuig dat met een radiotoestel uitgerust is, geheven. »

Art. 4. In artikel 3 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. Er wordt ten laste van de houders van één of verschillende televisietoestellen een jaarlijks kijkgeld van 140,00 euro geheven. »;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« Wat betreft de natuurlijke personen, geldt de betaling van het kijkgeld voor een televisietoestel voor het houden op eenzelfde plaats of aan boord van eenzelfde autovoertuig van alle toestellen van dat soort. »;

3° het derde lid wordt opgeheven;

4° het voormalig vierde lid, dat derde lid wordt, wordt vervangen door volgende tekst :

« De rechtspersoon die gelijktijdig televisietoestellen op verschillende plaatsen of aan boord van verschillende autovoertuigen houdt, dient afzonderlijk kijk- en luistergeld te betalen per plaats of per autovoertuig waar een toestel gehouden wordt ».

Art. 5. In artikel 4 van dezelfde wet wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Voor elk televisietoestel dat in een hotel-, ziekenhuis-, bejaardenhuiskamer of in een gelijksoortig logement wordt gehouden, wordt het kijkgeld tot op de helft teruggebracht. »

Art. 6. In artikel 5 van dezelfde wet worden de woorden « in het Rijk » vervangen door de woorden « in het Waalse Gewest ».

Art. 7. In artikel 6 van dezelfde wet wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Uiterlijk op 30 september worden de bedragen inzake kijk- en luistergeld die geïnd zullen worden voor de periodes die aanvangen in de loop van het daarop volgende jaar en die in dezelfde verhouding worden aangepast als de evolutie van index van de consumptieprijzen tussen de maanden juni van het voorgaande en van het lopende jaar, door de dienst die door de Regering is aangewezen, in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. »

Art. 8. In artikel 7 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« Het kijkgeld voor televisietoestellen die gehouden worden in hotels, ziekenhuizen, bejaardenhuizen en gelijksoortige logementen zoals bedoeld in artikel 4, en het kijk- en luistergeld voor de toestellen die in huur worden gegeven zoals bedoeld in artikel 13, zijn verschuldigd voor de periode die aanvangt op 1 januari van het jaar en dienen uiterlijk betaald te worden op 1 maart van dat jaar, op grond van een uitnodiging tot betalen die aan de verschuldigde wordt gericht door de dienst die door de Regering is aangewezen, zonder dat de betaaltermijn minder mag bedragen dan vijftien dagen. »;

2° in het derde lid wordt de zin na de woorden « op de data die in de onderstaande tabel zijn vastgesteld » als volgt aangevuld : « , op grond van een uitnodiging tot betalen die aan de verschuldigde wordt gericht door de dienst die door de Regering is aangewezen, zonder dat de betaaltermijn minder mag bedragen dan vijftien dagen. »

Art. 9. In artikel 8 van dezelfde wet wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 10. In artikel 9 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder het nummer 1° :

a) de onderverdeling « 1° » wordt vervangen door de onderverdeling « § 1 »;

b) de woorden « het luistergeld onmiddellijk en spontaan kwijten en aan de Dienst Kijk- en Luistergeld de volgende inlichtingen verstrekken » worden vervangen door de woorden « binnen de dertig dagen aangeven dat hij een toestel houdt door aan de dienst die door de Regering is aangewezen volgende inlichtingen te verstrekken »;

c) het eerste lid wordt aangevuld door twee nieuwe leden die als volgt luiden :

« De verschuldigde dient het luistergeld binnen een termijn te betalen die vermeld is in de uitnodiging tot betalen die aan hem gericht wordt door de dienst die door de Regering aangewezen is, zonder dat die termijn minder mag bedragen dan vijftien dagen.

Indien er geen spontane aangifte is verricht noch een uitnodiging tot betalen is ontvangen na het verstrijken van een termijn van één maand die ingaat na het verstrijken van de termijn voor de spontane aangifte bedoeld in het eerste lid, dient de verschuldigde onmiddellijk en spontaan het luistergeld te betalen. »;

2° onder het nummer 2° :

a) de onderverdeling « 2° » wordt vervangen door de onderverdeling « § 2 »;

b) de woorden « dat niet wordt aangesloten op een teledistributienet » worden geschrapt;

c) de woorden « het kijkgeld onmiddellijk en spontaan kwijten en aan de Dienst Kijk- en Luistergeld de volgende inlichtingen verstrekken » worden vervangen door de woorden « binnen de dertig dagen aangeven dat hij dat toestel houdt door de dienst die door de Regering aangewezen is de volgende inlichtingen te verstrekken »;

d) het eerste lid wordt aangevuld door twee nieuwe leden die als volgt luiden :

« De verschuldigde dient het kijkgeld te betalen binnen de termijn die is vastgelegd in de uitnodiging tot betalen die aan hem is gericht door de dienst die door de Regering aangewezen is, zonder dat die termijn minder mag bedragen dan dertig dagen.

Indien er geen spontane aangifte is verricht noch een uitnodiging tot betalen is ontvangen na het verstrijken van een termijn van één maand die ingaat na het verstrijken van de termijn voor de spontane aangifte bedoeld in het eerste lid, dient de verschuldigde onmiddellijk en spontaan het kijkgeld te betalen. »;

3° er wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. Al wie van de dienst die door de Regering aangewezen is, een verzoek tot inlichtingen krijgt dat verband houdt met het houden van één of verschillende televisietoestellen of van één of verschillende autoradiotoestellen, is ertoe verplicht dat verzoek binnen een termijn van één maand te rekenen vanaf het opsturen ervan, te beantwoorden.

Indien het antwoord uitblijft na het verstrijken van die termijn, bepaalt de dienst die door de Regering aangewezen wordt, van ambtswege de belastbare grondslag die het kan vermoeden rekening houdend met de bestanddelen waarover het beschikt. Betrokkene krijgt per aangetekend schrijven een uitnodiging tot betalen waarin de bestanddelen vermeld worden waarop die uitnodiging gebaseerd is. Indien de verschuldigde een dergelijke uitnodiging tot betalen heeft gekregen, dient hij het juiste bedrag van de belastbare grondslag aan te tonen, behalve indien hij het bewijs levert dat hij om gegronde redenen gehinderd is om binnen de gestelde termijn op het verzoek tot inlichtingen in te gaan.

De verschuldigde dient het kijkgeld te betalen binnen de termijn die vermeld is in de uitnodiging tot betalen die aan hem is gericht door de dienst die door de Regering aangewezen is, zonder dat die termijn minder mag bedragen dan vijftien dagen. »

Art. 11. In artikel 10 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. § 1. Onder voorbehoud van de bepalingen van paragraaf 3 dienen de betalingen van het kijk- en luistergeld de mededeling te vermelden waarvan melding wordt gemaakt op de uitnodiging tot betalen.

De Regering bepaalt de inhoud van de uitnodiging tot betalen en van de bijlage bedoeld in artikel 20. »;

2° in paragraaf 2 worden de woorden « betalingsformulier » vervangen door de woorden « uitnodiging tot betalen » en de woorden « Dienst Kijk- en Luistergeld » worden vervangen door de woorden « dienst die door de Regering aangewezen wordt »;

3° paragraaf 2 wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

« De verschuldigde dient het kijk- en luistergeld te betalen binnen de termijn die vermeld is in de uitnodiging tot betalen die aan hem is gericht door de dienst die door de Regering aangewezen is, zonder dat die termijn minder mag bedragen dan vijftien dagen. »;

4° in paragraaf 3 worden de woorden « betalingsformulier » vervangen door de woorden « uitnodiging tot betalen »;

5° de paragrafen 4 en 5 worden opgeheven.

Art. 12. In artikel 11 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt opgeheven;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De betaling van het kijkgeld bedoeld in artikel 3 geldt voor alle televisietoestellen die een handelaar in zijn bedrijfslokalen houdt. »;

3° in het derde lid wordt de zin na de woorden « per filiaal » als volgt aangevuld :

« waar hij één of verschillende televisietoestellen houdt. »

Art. 13. In artikel 12 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Art. 12. De operatoren die hun diensten aanbieden op het grondgebied van het Waalse Gewest, zelfs zonder er hun maatschappelijke zetel, hun hoofd- of bijkantoor te hebben gevestigd, zijn ertoe verplicht maandelijks aan de dienst die door de Regering aangewezen wordt, een lijst mede te delen met hun nieuwe klanten die, voorzover zij daar kennis van hebben, aangesloten zijn op hun net vanaf een plaats in het Waalse Gewest waar een toestel gehouden wordt en jaarlijks een lijst mede te delen met alle klanten die, voorzover zij daar kennis van hebben, aangesloten zijn op hun net vanaf een plaats in het Waalse Gewest waar een toestel gehouden wordt, waarbij zij minstens de naam of de benaming, het adres en, voor de natuurlijke personen, de geboortedatum vermelden, evenals, voor de klanten die een abonnement hebben genomen, de datum waarop dat abonnement aanving. »;

2° in het derde lid worden de woorden « van de volgende maand » vervangen door de woorden « uiterlijk op 31 januari van het volgende jaar. »;

3° het vierde lid wordt vervangen als volgt :

« De Regering stelt het formaat en de wijze van mededeling van die lijsten vast. »;

4° het vijfde lid wordt vervangen als volgt :

« De operatoren hebben in voorkomend geval het recht om van de klant te eisen dat hij zijn identiteit bewijst. »

Art. 14. Artikel 13 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 13. Al wie autoradiotoestellen of televisietoestellen verhuurt, dient volgens het geval het kijk- en luistergeld bedoeld in de artikelen 2 en 3 te betalen voor elk toestel dat hij houdt met het oog op de verhuring ervan.

De verhuurder van toestellen bedoeld in het eerste lid deelt uiterlijk op 10 januari aan de dienst die door de Regering aangewezen wordt, het aantal toestellen mee dat hij op de eerste dag van de belastbare periode bedoeld in artikel 7 houdt.

De dienst die door de Regering aangewezen wordt, verstrekt aan de verhuurder van toestellen een aantal huurbewijzen dat gelijk is aan het aantal toestellen dat aan die dienst is medegegeerd krachtens het tweede lid.

Elk huurbewijs vergezelt het verhuurde toestel.

De verhuurder van toestellen deelt uiterlijk de tiende van de maand die volgt op elke uitbreiding van zijn met het oog op verhuur gehouden toestellenbestand het aantal huurbewijzen mee dat hij bijkomend wenst te krijgen.

Voor de huurbewijzen die in de loop van het jaar zijn afgegeven, is het kijk- en luistergeld niet verschuldigd voor de maanden die reeds volledig verstreken zijn. »

Art. 15. Artikel 14 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 16. In artikel 15 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid :

a) in de eerste zin worden na de woorden « geen houder meer is van één of meer autoradiotoestellen of van een televisietoestel » de woorden « voor de datum waarop één van de periodes bepaald in artikel 7 ingaat » ingevoegd en worden de woorden « Dienst Kijk- en Luistergeld » vervangen door de woorden « dienst die door de Regering aangewezen wordt »;

b) in de tweede zin worden de woorden « voor de volgende periode » vervangen door de woorden « voor de gehele periode. »;

c) in het tweede lid worden de woorden « na de uiterste betaaldatum » vervangen door de woorden « vanaf de datum waarop de periode ingaat of later ».

Art. 17. In artikel 16 van dezelfde wet worden de woorden « Dienst Kijk- en Luistergeld » vervangen door de woorden « dienst die door de Regering wordt aangewezen ».

Art. 18. Artikel 17 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 19. In artikel 18 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Niettegenstaande de toepassing van de artikelen 25 en 26 geven de niet-naleving van de verplichtingen bedoeld in artikel 9, § 1, eerste en derde lid, en § 2, eerste en derde lid, en van de verplichting tot mededeling bedoeld in artikel 13, tweede en vierde lid, aanleiding tot een verdubbeling van het kijk- en luistergeld. »;

2° het tweede en het derde lid worden opgeheven.

Art. 20. In artikel 19 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt gewijzigd als volgt :

a) in de eerste zin worden de woorden « Mits de door de Minister vastgestelde formaliteiten werden vervuld is » geschrapt;

b) er worden een nummer 7°, 8°, 9°, 10° en 11° luidend als volgt toegevoegd :

« 7° door personen die op één januari van het jaar waarin de belastbare periode aanvangt, in aanmerking komen voor het integratie-inkomen in de zin van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op sociale integratie;

8° door personen die op één januari van het jaar waarin de belastbare periode aanvangt, in aanmerking komen voor de maatschappelijke hulp zoals bedoeld in artikel 60, paragraaf 3, van de wet van 8 juli 1976 tot organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, voorzover hun inkomen lager of gelijk is aan het integratie-inkomen;

9° door personen die op één januari van het jaar waarin de belastbare periode aanvangt, in aanmerking komen voor het gewaarborgd inkomen voor bejaarden in de zin van de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden of voor een inkomensgarantie in de zin van de wet van 22 maart 2001 tot instelling van een inkomensgarantie voor ouderen;

10° op voorwaarde dat het toestel om niet ter beschikking wordt gesteld, door ziekenhuisinstellingen en bejaardenhuizen;

11° door verenigingen en vestigingen die actief zijn in de domeinen jeugdbescherming, kinderopvang, hulp aan in moeilijkheden verkerende gezinnen en begeleiding, opleiding, inschakeling van gehandicapte personen. »;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De Regering bepaalt de natuurlijke personen, de instellingen of de overheden die kunnen aantonen dat de vrijstellingsvoorwaarden zijn vervuld en stelt de formaliteiten vast die vervuld dienen te worden om voor de vrijstellingen in aanmerking te komen. »

Art. 21. In artikel 20 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder 1° worden de woorden « deel B » vervangen door de woorden « de bijlage »;

2° onder 4° worden de woorden « Dienst Kijk- en Luistergeld » vervangen door de woorden « dienst die door de Regering aangewezen wordt »;

3° onder 5° worden de woorden « in het Rijk » vervangen door de woorden « in het Waalse Gewest ».

Art. 22. In artikel 21 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid :

a) het nummer 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° de ambtenaren en beambten die door de Regering beëdigd zijn voor de vaststellingen van de overtredingen op deze wet en op de besluiten die ter uitvoering ervan zijn getroffen; »;

b) het nummer 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° de officieren, de agenten, de hulpagenten. »;

c) de nummers 3°, 4° en 5° worden opgeheven;

2° in het tweede lid worden de woorden « de in 1° bedoelde ambtenaren en beambten » vervangen door de woorden « De ambtenaren en beambten bedoeld onder 1° hebben, in de uitoefening van de opdrachten waarvoor ze beëdigd zijn, de hoedanigheid van officier van de gerechtelijke politie en ».

Art. 23. In artikel 22 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Art. 22. Wanneer er voldoende aanwijzingen zijn voor de aanwezigheid van televisietoestellen of autoradiotoestellen die niet zijn aangegeven, mogen, met machtiging van de rechter in de politierechtbank, huiszoekingen worden gedaan door één van de personen bedoeld in artikel 21. »;

2° het derde lid wordt vervangen als volgt :

« De handelaars en de operatoren moeten op eenvoudig verzoek van één van de personen bedoeld in artikel 21 alle boekhoudkundige stukken overleggen die nuttig zijn voor het opsporen van de personen die kijk- en luistergeld moeten betalen en voor het berekenen van dat kijk- en luistergeld. »

Art. 24. Artikel 24 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 24. § 1. Telkens als het mededelen, binnen de gestelde termijn, van de maandelijkse lijst bedoeld in artikel 12, tweede lid, en van de jaarlijkse lijst bedoeld in artikel 12, derde lid, uitblijft, wordt een administratieve geldboete van 5.000 euro opgelegd.

Bij de eerste overtreding wordt de administratieve geldboete tot op de helft teruggebracht.

De operator dient de administratieve geldboete te betalen binnen de termijn die vermeld is in de uitnodiging tot betalen die aan hem is gericht door de dienst die door de Regering wordt aangewezen, zonder dat die termijn minder mag bedragen dan vijftien dagen.

De administratieve geldboetes die niet zijn gekweten binnen de betalingstermijn bepaald bij het derde lid wordt uiterlijk zes maanden na verzending van de de uitnodiging tot betaling ingekohierd.

Indien de administratieve geldboete niet wordt betaald binnen de termijn die in het derde lid is vastgesteld, is een nalatigheidsinterest waarvan de voet gelijk is aan de wettelijke rentevoet van rechtswege eisbaar.

Die intrest wordt per kalendermaand berekend voor elke administratieve geldboete op de nog verschuldigde som afgerond naar het lager tiental euro's, vanaf ofwel de eerste dag van de maand volgend op de vervaldag, ofwel de eerste dag van de maand volgend op de vorige betaling, voorzover er een som is aangerekend op de schuld in hoofdsom, tot en met de laatste dag van de maand waarin de betaling geschiedt.

De intrest is niet verschuldigd indien het bedrag ervan lager is dan 25 euro.

§ 2. In geval van overmacht worden de administratieve geldboete en de eventuele nalatigheidsintresten door de Regering of diens afgevaardigde kwijtgescholden. Het verzoek wordt uiterlijk bij het verstrijken van de betalingstermijn vermeld in de uitnodiging tot betaling ingediend. »

Art. 25. Artikel 25 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 25. De overtredingen op de artikelen van deze wet, met uitzondering van artikel 12, en op de besluiten die ter uitvoering ervan zijn genomen, worden met een geldboete bestraft van 26 tot en met 500 euro, onverminderd de verdubbeling van het kijk- of luistergeld bepaald in toepassing van artikel 18.

De politierechtbanken nemen kennis van de overtredingen bepaald in het eerste lid.

De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en van artikel 85, zijn van toepassing op de overtredingen bedoeld in het eerste lid.

Een voor bestuurlijke doeleinden opgesteld kosteloos afschrift van het in kracht van gewijsde overgegangene vonnis wordt van ambtswege aan de dienst die door de Regering aangewezen is, gericht. »

Art. 26. Artikel 26 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 26. § 1. Het in voorkomend geval in toepassing van artikel 18 vermeerderd kijk- en luistergeld dat niet betaald is binnen de betalingstermijnen bepaald in de artikelen 7, 9 en 10 wordt uiterlijk na beëindiging van de periode bedoeld in artikel 7 ingekohierd.

De kohieren worden gevormd en uitvoerbaar gemaakt door de ambtenaar die door de Regering aangewezen wordt. »

§ 2. Vermeld worden op het kohieruittreksel :

1° de bewoordingen « Waals Gewest — Kijk- en Luistergeld »;

2° de identiteit (naam, voornaam en benaming al naargelang) en adres van de verschuldigde;

3° de verwijzing naar de wet die het kijk- en luistergeld instelt en een toelichtingsnota;

4° de periode waarvoor het kijk- en luistergeld verschuldigd is;

5° het nummer van het kohierartikel van het betrokken kijk- en luistergeld;

6° de datum van het visum voor de uitvoerbaarverklaring van het kohier;

7° de berekeningsgrondslag en het bedrag van het kijk- en luistergeld;

8° de vermelding dat het verschuldigde kijk- en luistergeld onmiddellijk eisbaar is;

9° de aanwijzing en het adres van de dienst belast met de vestiging en de inning van het kijk- en luistergeld en de rekening waarop het kijk- en luistergeld moet worden betaald;

10° de aanwijzing en het adres van de ambtenaar bij wie een administratief beroep kan worden ingediend, alsmede de termijn daarvoor.

§ 3. Het kijk- en luistergeld dat wordt ingekohierd is in zijn geheel onmiddellijk eisbaar. »

Art. 27. In artikel 27 van dezelfde wet worden de woorden « Dienst Kijk- en Luistergeld » vervangen door de woorden « dienst die door de Regering aangewezen is ».

Art. 28. Artikel 28 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 28. § 1. De verschuldigde kan bij de ambtenaar die door de Regering aangewezen wordt, schriftelijk bezwaar indienen tegen het kijk- en luistergeld dat te zijn laste is gevestigd.

De verschuldigde krijgt een ontvangstmelding toegestuurd waarbij de datum van ontvangst van het bezwaar gemeld wordt.

Het bezwaar dient met redenen te worden omkleed.

Het bezwaar dient op straffe van verval uiterlijk binnen de drie maanden na het opsturen van het aanslagbiljet te worden voorgelegd. Voor de verschuldigden die het kijk- en luistergeld betwisten terwijl ze het ofwel spontaan ofwel op grond van een uitnodiging tot betalen hebben gekweten, dient het bezwaar evenwel op straffe van verval uiterlijk binnen de drie maanden ofwel vanaf de datum van de spontane betaling ofwel vanaf de uiterste datum voor de betaling bedoeld in de artikelen 7, 9 en 10 te worden voorgelegd.

De ambtenaar die door de Regering aangewezen is, beslist over het bezwaar als administratieve overheid en met een met redenen omklede beslissing.

In de beslissing waarbij het bezwaar niet volledig gegrond verklaard wordt, wordt aangegeven dat het kijk- en luistergeld voor de rechtbank kan worden aangevochten, waarbij eveneens de termijn aangegeven wordt waarin dat gerechtelijke beroep dient te geschieden.

§ 2. De ambtenaar die door de Regering aangewezen is, verleent de kwijtschelding of de ontheffing in geval van inkohiering, van de bijtaksen die voortvloeien uit feitelijke vergissingen, dubbele heffingen en van de bijtaksen die zouden blijken uit bewijskrachtige stukken of nieuwe feiten die met gegronde redenen laatstijdig door de verschuldigde zijn voorgelegd, op voorwaarde dat die bijtaksen vastgesteld zijn door de dienst die door de Regering aangewezen is of die door de verschuldigde zijn gemeld binnen de drie jaar vanaf 1 januari van het jaar waarin het kijk- en luistergeld is gevestigd.

De verschuldigde krijgt een ontvangstmelding waarbij de datum van de ontvangst van het verzoek tot kwijtschelding of tot ontheffing wordt vermeld.

§ 3. Indien zijn bezwaar, zijn verzoek tot kwijtschelding of tot ontheffing afgewezen worden of bij gebreke van een beslissing door de ambtenaar die door de Regering aangewezen is, binnen de zes maanden vanaf de ontvangst van het bezwaar, van het verzoek tot kwijtschelding of tot ontheffing kan de verschuldigde het kijk- en luistergeld aanvechten voor een burgerlijke rechtbank.

Dat gerechtelijk beroep moet met redenen worden omkleed.

Het gerechtelijk beroep wordt aan de hand van een tegensprekelijk verzoek of aan de hand van een dagvaarding ingediend de gericht zijn tegen het Gewest in de persoon van de Minister-President. Indien het beroep wordt ingediend aan de hand van een tegensprekelijk verzoek is titel Vbis van boek II van het vierde deel van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing, behalve de artikelen 1034ter, 3°, en 1034quater.

Bij elk exemplaar van het verzoek of van de dagvaarding dient op straffe van nietigheid een afschrift van de beslissing van de ambtenaar te worden gevoegd. Indien de ambtenaar die door de Regering aangewezen wordt, nog geen beslissing getroffen heeft, dienen een afschrift van het bezwaar, van het verzoek tot kwijtschelding of tot ontheffing en een afschrift van de ontvangstmelding te worden gevoegd.

Indien het gerechtelijk beroep tegen het kijk- en luistergeld ingediend wordt na een beslissing tot afwijzing van het bezwaar, van het verzoek tot kwijtschelding of tot ontheffing, dient het te worden ingediend binnen de drie maanden na kennisgeving van die beslissing aan de verschuldigde door het bestuur.

Indien het gerechtelijk beroep tegen het kijk- en luistergeld ingediend wordt zonder dat enige beslissing getroffen is over het bezwaar, het verzoek tot kwijtschelding of tot ontheffing na het verstrijken van de termijn van zes maanden bedoeld in het eerste lid, wordt de ambtenaar die door de Regering aangewezen wordt, de zaak onttrokken.

§ 4. Het indienen van een bezwaar, van een verzoek tot kwijtschelding of tot ontheffing of van een gerechtelijk beroep schorten de verplichting tot het kwijten van het eventueel in toepassing van artikel 18 vermeerderd kijk- en luistergeld niet op.

§ 5. In geval van een bezwaar, van een verzoek tot kwijtschelding of tot ontheffing of van een gerechtelijk beroep wordt het eventueel in toepassing van artikel 18 vermeerderd kijk- en luistergeld als een vaststaande schuld beschouwd. Het kan met alle middelen van tenuitvoerlegging worden ingevorderd, voorzover het beantwoordt aan ofwel de bestanddelen die zijn vermeld in de spontane aangiften bedoeld in artikel 9, § 1, eerste lid en § 2, eerste lid, ofwel aan de bestanddelen die zijn vermeld in het aangetekend schrijven bedoeld in artikel 9, § 3, tweede lid, ofwel, voor de reeds ingeschreven houders, aan het kijk- en luistergeld van dezelfde aard die gevestigd is ten laste van de verschuldigde voor de voorgaande belastbare periode.

Voorzover het betwiste kijk- en luistergeld de perken aangegeven in het eerste lid overschrijdt, kan geen bewarend beslag worden gelegd met het oog op de vrijwaring van de latere inning.

Voor de toepassing van deze paragraaf geldt de opschortende kracht van het gerechtelijk beroep voor de eerste aanleg, de aanleg in beroep en de aanleg in cassatie. »

Art. 29. Artikel 29 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Het in voorkomend geval in toepassing van artikel 18 vermeerderd kijk- en luistergeld verjaart na vijf jaar te rekenen van de datum waarop het aanslagbiljet waarvan kennis is gegeven aan de verschuldigde in toepassing van artikel 26, is opgestuurd. »

Art. 30. Artikel 30 van dezelfde wet wordt aangevuld met een nieuw lid luidend als volgt :

« De beambten aan wie de Regering van de Franse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap de hoedanigheid van officier van de gerechtelijke politie hebben verleend, behouden die hoedanigheid. »

Art. 31. Artikel 31 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 31. § 1. Onverminderd de bepalingen van deze wet zijn de regels bepaald bij de artikelen 11, 12, 21, 35 tot en met 52, 55 en 57 tot en met 62 van het decreet van de Waalse Gewestraad van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen van toepassing.

§ 2. De Regering bepaalt het nummer van de bank- of postrekening waarop de verschuldigde de betaling van het kijk- en luistergeld kan verrichten. »

Art. 32. Dit decreet heeft uitwerking vanaf 1 januari 2003, met uitzondering van de artikelen 19, 1^o, 24 en 25 die in werking treden de eerste dag van de tweede maand volgend op de bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 27 maart 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET
De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

—
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Stukken van de Raad 473 (2002-2003) nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 19 maart 2003.

Bespreking. — Stemming.